

Projet de thèse :

Lecture croisée des mobilisations syndicales et des mouvements pour le logement en Espagne (2008-2025).

La crise financière mondiale de 2008 a eu pour effet en Espagne l'éclatement de la bulle spéculative et l'effondrement de l'industrie immobilière domestique secteur de loin le plus imposant dans l'économie espagnole depuis les années 1990, comptant pour 17 % du PIB en 2005 (Hamou 2023:71). La vente domestique de ciment se divisait par exemple par 5 entre 2007 et 2016 (Ministerio de Industria y Turismo 2025), manifestant le coup d'arrêt du BTP, et d'une majorité de l'industrie derrière elle. La double implosion du système bancaire et du secteur immobilier entraînait alors plusieurs conséquences économiques et sociales dramatiques. Le pays atteint un niveau rarement égalé de chômage : plus de 25 % des actifs, 50 % des moins de 30 ans. L'État, prévenant la banqueroute des principaux acteurs financiers et industriels, notamment dans l'immobilier et la finance (Sabaté Muriel 2023), s'endette à un niveau record (11 % de déficit en 2009) et réduit les dépenses courantes et de protection sociale pour éviter la cessation de paiement, via des plans de suppression de postes de fonctionnaires, ou la baisse de 5% de leur rémunération (Mediapart 2010).

Le parc immobilier espagnol, y compris le logement social, se distingue au niveau européen par l'hégémonie du secteur privé, largement promu par les politiques publiques depuis 1978. L'explosion immobilière et du BTP entre 1995 et 2007 reposait ainsi sur l'accès facilité des ménages à la propriété via des prêts hypothécaires à taux variables auprès des banques. Entre 1997 et 2008, la dette privée (notamment des ménages les plus pauvres) triple, pour atteindre 167 % du PIB.

En conséquence de la crise financière et du chômage, les bailleurs privés distribuent les actes d'expulsion pour impayés, les banques multiplient les exécutions d'hypothèque. Un million de foyers sont touchés par une expulsion entre 2008 et 2019 (Ancelovici et Badimon 2019:96), et des dizaines de milliers de logements hypothéqués sont livrés à la spéculation financière. L'urgence sociale pousse à la mobilisation, qui prend plusieurs formes : des grèves éclatent dans les régions ouvrières (Asturies, Madrid) et chez les fonctionnaires (éducation nationale, hôpitaux) et débouchent sur la grève générale du 29 septembre 2010 contre la loi travail du gouvernement Zapatero. La plateforme des victimes de l'hypothèque (PAH), les assemblées de quartier pour le logement, syndicats de locataires, ... s'organisent pour empêcher les expulsions qui tombent au jour le jour, et regroupent les victimes ("afectados") contre les banques d'investissement et les principaux bailleurs sociaux.

Ces mobilisations sont autant d'occasions pour la jeunesse d'exprimer un rejet fort des perspectives qui s'offrent à elle dans l'Espagne capitaliste de 2010 : paupérisation, déqualification, absence de logement décent, études compromises (Fernández García 2022:3). Le point le plus spectaculaire de cette révolte est certainement le mouvement des *Indignados* du 15 mai 2011 (15-M), et les ouvertures de squat en soutien aux personnes expulsées, tous deux très médiatisés. Les revendications sont avant tout d'ordre démocratique et social, suivant les mobilisations antérieures contre les plans d'austérité et les expulsions. Certains dénoncent aussi la complicité des organisations ouvrières traditionnelles, qui ont signé un accord sur la réforme des retraites, et avancent une absorption complète des syndicats dans "le système" ; l'ex-maire de Barcelone et porte-parole de la PAH Ada Colau parle à l'occasion de « démocratie séquestrée » (Colau et Alemany 2012:61).

Ces mouvements « citoyens » plus ou moins éloignés de la culture syndicale, impriment une marque vive dans la politique espagnole contemporaine. En 2014 s'organise depuis les Indigné.es la plateforme Podemos, appelée à devenir un parti de gouvernement de 2020 à 2023. Seconde trajectoire adoptée par une partie des manifestants, les centres sociaux squattés (CSO) semblent encore aujourd’hui investis, visités et étudiés, malgré leur progressive raréfaction au fil des expulsions et du durcissement des lois anti-squat en Espagne. Leur persistance, et la relative affluence dont ils ont bénéficié un temps s’expliquent en partie par le dynamisme que leur ont apporté les assemblées de logement qu’ils hébergent. Ces dernières années, plusieurs organisations politiques de taille différente se sont d’ailleurs développées au sein des CSO, en dépit de la ligne rouge de l’affiliation partisane (interdite dans les assemblées), notamment en investissant les assemblées de logement. À l’inverse, on peut constater le manque de popularité des syndicats et partis traditionnels auprès de la jeunesse, étudiante ou demandeuse d’emploi, cristallisé dans le slogan « no nos representan » (Tazir 2022:5).

Or l’on peut s’étonner que, malgré les multiples grèves générales, mobilisations syndicales et étudiantes dirigées contre les gouvernements Zapatero (PSOE) puis Rajoy (PP) entre 2010 et 2012, la mémoire populaire et une partie importante de la littérature scientifique mette en avant la mobilisation du 15-M et des Indigné.es, sans forcément dresser un tableau plus général des mouvements sociaux de cette période post-crise financière. Comment expliquer que la concomitance, voire parfois la juxtaposition de plusieurs vagues de mobilisations touchant à des droits sociaux et démocratiques fondamentaux ne soient pas forcément expliquées conjointement dans leur évolution, leur portée, et leurs réussites ou échecs potentiels ? Le 15-M, point d’expansion de la lutte pour le droit au logement concentrée autour de la PAH et des assemblées de quartier, rejette particulièrement la « politique » partisane. Ces mouvements semblent s’être éloignés des syndicats, entretenant une relation souvent conflictuelle avec eux. Comment la question du logement est-elle passée du statut de revendication historique du mouvement ouvrier (et syndical) espagnol à une apparente déconnexion, voir une opposition frontale avec celui-ci ?

Le nœud problématique de cette recherche réside ainsi dans le lien fondamental qui pourrait être établi entre les luttes pour le droit au logement et les mobilisations du monde du travail, dans la mesure où les causes de ces mouvements, leurs revendications (rejet des mesures d'austérité et des plans de sauvetage financier des banques) et leurs interlocuteurs se recoupent (Antón Morón 2011). Des ponts sont d’ailleurs rapidement établis : Comisiones Obreras et la UGT, les deux centrales syndicales ouvrières majoritaires, sont cosignataires des documents préparatoires de l’Initiative Législative Populaire lancée par la PAH sur la question de la dation en paiement – « dación en pago » (EAPN-Es et al. 2011). Quelle est alors la nature des relations que les syndicats, partis ouvriers et les plateformes de défense du droit au logement ont entretenus dans la période ? Comment ces relations ont-elles évolué à l’arrivée de nouveaux acteurs (Podemos, ...) ? Sur quel terrain et revendications politiques se sont-elles construites ?

Une lecture du croisement entre ces deux secteurs de mobilisation offrirait ainsi un regard éclairant sur les décisions des acteurs (collectifs, syndicats, assemblées) concernant leur discours public, leur rapport au politique (et à l’organisation), les stratégies suivies et les formes de la contestation (grèves, manifestations, occupation de places, de locaux, action judiciaire,), conformément à la structure des opportunités qu’ils rencontrent (Mathieu 2010).

Cadre théorique

De récents travaux d'anthropologie sur les CSO en Espagne et ailleurs (Millán Leiva, 2012), qui lient souvent une étude des pratiques militantes et canaux de socialisation secondaire (Monsalve Roman, 2013; Robineau, 2018) et la description du discours politique, proche des cultures contestataires et l'alter-mondialisme (Martínez López, 2007). Le croisement de ces deux axes rend compte du fort rejet du mouvement syndical de la part des occupants, malgré un fort sentiment d'appartenance au mouvement ouvrier. Révélant les points de divergence entre les luttes pour le logement et le mouvement syndical à partir des marges, est-il possible par ailleurs de voir dans le relatif succès des CSO une conséquence des difficultés politiques des organisations comme la PAH ? A quel point les CSO ou la PAH, ou au contraire construits pour un public « niche », dont la capacité à mobiliser au-delà de ses cercles propres est questionnable ?

Plus concrètement, dans une perspective comparée avec les autres luttes sociales et politiques, nous rechercherons les fondements théoriques de la question du droit au logement en revenant sur la manière dont le mouvement ouvrier s'en est emparé à travers l'histoire, remontant aux articles sur la question du logement d'Engels (Engels 1969), mais aussi en s'appuyant sur la sociologie des mouvements sociaux et la façon et l'étude de ceux-ci depuis la science politique, notamment d'un point de vue institutionnel (Dufour et Leboucher 2025).

Le cadre théorique marxiste élaboré par David Harvey sur le droit à la ville est largement repris dans l'étude de la PAH (Colau et Alemany 2012:114), des mouvements squats (Busquet 2013; Filhol 2023), et de manière plus générale dans les travaux sur les mobilisations urbaines (Bouillon & Aguilera, 2013; Dechezelles & Olive, 2017; Olive, 2017). Il identifie une « nouvelle » forme d'accumulation du capital, à travers la spoliation plus ou moins violente des conquêtes ouvrières ou des droits auparavant consacrés à la population (Das 2017). Harvey conclue de l'émergence de ces nouvelles formes d'accumulation la nécessité de combattre positivement pour un droit à la ville, terme repris au sociologue Henri Lefebvre (Lefebvre 2009). Décrit comme « l'appropriation populaire effective d'un espace urbain, couplé au pouvoir collectif de le reconfigurer » (Garnier 2014:66), il est pour Harvey l'expression la plus actuelle de l'opposition au capitalisme (Harvey 2011).

Lefebvre comme Harvey mobilisent dans leur théorie l'histoire du mouvement ouvrier, de la Commune de Paris (Lefebvre 2018) à la théorie de l'impérialisme revisitée (Harvey 2004), et se réclament d'une forme de marxisme. Pourtant, il est laissé peu de place aux mobilisations proprement du monde du travail, au profit des mobilisations sur des objets ou des terrains « urbains », connectant de nouveaux acteurs : luttes locales sur des questions foncières ou immobilières (voisinage), le service de santé publique (quartier, patients), l'éducation dans le territoire, lutte des « sans » (Agrikoliansky, Sommier, et Fillieule 2010:9)... On pourra, afin d'inscrire ce cadre dans une discussion avec les acteurs institutionnels du monde du travail, le mettre en regard des réflexions de Louis Gill sur la structure contemporaine du capitalisme et de ses crises (Gill 2009), écrit à l'occasion de l'effondrement de 2008. Il réinscrit d'ailleurs dans un ouvrage précédent (Gill 1996:482 ss) les processus de gentrification et d'expulsion du logement à grande échelle en métropole comme le résultat des opérations financières spéculatives et parasitaires, soutenues massivement par les acteurs publics (Etat, banque centrale, ...), ce qui fait écho à la situation espagnol post-2008.

Méthode suivie

L'enquête consistera en une analyse des parcours militants et de l'évolution politique de collectifs militant pour le droit au logement à Madrid (PAH, syndicats de logement ou de locataires), à travers des entretiens avec des militants de différentes générations, retracant des parcours depuis 2008-2009. Ils auront pour objectif de retracer la politisation des enquêtés, la construction politique de la lutte pour le logement et les coordonnées politiques tant du groupe que des enquêtés concernant les organisations historiquement ouvrières.

Il s'agirait ainsi d'étudier l'évolution des cadres de lutte autoorganisés sur les problématiques de logement (PAH, syndicat de logement) et de leurs militants sur le moyen terme, afin de faire resurgir les relations qu'ont entretenu ces militants au fil des mobilisations avec les organisations syndicales, mais aussi avec les revendications démocratiques mises en avant dans le cadre de mouvements comme celui des Indignados ou de DRY !. En proposant de revenir sur des terrains de recherche explorés il y a une décennie (Nez 2012), il s'agit de mettre en perspective les résultats trouvés à l'époque quant à l'organisation, l'expérience accumulée par les militants, et aux perspectives politiques dégagées par ces militants.

Lenquête pourra d'ailleurs s'appuyer sur les données récoltées pour mon mémoire de master (David-Savary 2025), ethnographie et étude de théorie politique d'un centre social squatté (l'EKO) à Carabanchel, quartier ouvrier de Madrid, toujours en activité depuis son ouverture en 2011. Ces données s'inscrivaient dans une série d'études effectuées sur le 15-M à Madrid, initiées notamment par Héloïse Nez (Nez 2021, 2022, 2024) parmi lesquelles une ethnographie de ce même lieu (Nez 2017). Cela fait aussi écho à un certain nombre d'études récentes portant sur les conclusions que les militants tirent des mobilisations post-2008, et de l'impact sur la politisation de la jeunesse, notamment à partir des trajectoires militantes (Devilliers 2022). La récupération de ce terrain, en proposant par exemple une participation à l'enquête du Syndicat de Logement de Carabanchel ou à des cadres d'organisation similaires, constituerait un point de départ particulièrement instructif.

Ces données devront être comparées avec les discours et pratiques politiques des syndicats et organisations politiques sur la même période (2009-2025), à partir des archives (locales, régionales, confédérales) de ces organisations. Ce travail porterait sur le traitement de la question de l'occupation, du logement et des expulsions par les organisations syndicales de tradition ouvrière (UGT, CCOO) et par les différentes organisations politiques à gauche de l'échiquier politique (PSOE, Izquierda Unida, Podemos). Il devra être réalisé également concernant la PAH et les syndicats de logement, mais la forme embryonnaire et décentralisée de ces mouvements, ainsi que le peu de documents écrits (manifestes, communiqués), ou au contraire la multitude de productions de format court (appels sur les réseaux sociaux, affiches de mobilisation contre une ou plusieurs expulsions) constituent certainement une limite aux archives que l'on peut établir sur leur activité dans le cadre d'une thèse. En ce sens, les publications de la PAH concernant l'état du logement sur le sol espagnol restent des ressources précieuses.

Intérêt de la recherche

La littérature francophone sur le 15-M et ses suites n'a que peu traité, pour lors les relations avec le mouvement syndical contemporain, prenant au mot leur rejet par les « indignés » et militants des CSO. Une synthèse de leurs interrelations élargirait ainsi le champ des recherches, et ouvrirait par ailleurs de nouvelles pistes croisées pour appréhender le répertoire d'actions, au sens de Tilly (Neveu 2019:1), mobilisé par les militants dans ces mouvements, ce dont une étude « internaliste » (cherchant les causes et développements du mouvement en n'étudiant que ses processus internes, cadres d'assemblées, revendications, ...) ne pourrait rendre compte.

La sociologie des mouvements sociaux prête parfois le flanc à la critique en se distinguant comme sous-champ « autonome » des éléments contextuels, historiques, structurels (Agrikoliansky et al. 2010). A rebours de cette conception, il s'agira de croiser une approche sociologique de ces mouvements, leurs processus de politisation, et le regard de la science politique sur les organisations et leur rôle dans ces mouvements, le cadre institutionnel qu'ils posent à la contestation (Dufour et Leboucher 2025), et qui se développe peut-être malgré les acteurs : comment les syndicats, la PAH, ont-ils encadrés les aspirations des mouvements en réponse à la crise sociale, quelles ont été leurs réponses politiques ? Un tel postulat épistémologique, fort quant au pendant normatif qu'il peut contenir, rend plutôt compte d'une fragilité structurelle de l'étude des processus politiques, et propose un regard réflexif dessus (Cervera-Marzal, Frère, et Mouchard 2025:6). Le positionnement du chercheur, tant dans la littérature sur les mouvements sociaux (Mathieu 2024) que sur notre objet, devra d'ailleurs être explicité et discuté.

Cette proposition normative prend justement appui à la fois sur des tentatives plus ou moins récentes de tirer un bilan rétrospectif d'une période de conflictualité intense après 2008 (Devilliers 2022; Pereira-Zazo et Torres 2020) et sur celles consistant à réinsérer les mobilisations du travail dans les études sur les nouvelles formes de conflit social (Agrikoliansky et al. 2010:9). Les quelques études qui existent précisément sur les grèves syndicales de la période, publiées à chaud (Álvarez Dorronsoro, Antón Morón, et Flores Sánchez 2010; Antón Morón 2010), s'enthousiasment du développement des Indignés après la grève générale du 29 septembre (Antón Morón 2010, 2011). La décennie dont nous bénéficions désormais pour analyser les conséquences des événements entre 2008 et 2015 nous permettront de répondre à certaines des interrogations qui étaient alors posées, et qui sont reformulées aujourd'hui autour de certains terrains, notamment celui du mouvement universitaire et étudiant (Berumen Arellano et Berumen 2024).

Les débats sur la manière d'étudier les « Nouveaux Mouvements Sociaux » rendent compte du rôle contradictoire des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (syndicats, partis sociaux-démocrates ou communistes) par rapport aux formes récentes d'auto-organisation, sans structure militante ou instituée préalable à la mobilisation. Le caractère international des mouvements sociaux est loin d'être récent (Siméant-Germanos 2010), mais les formes transnationales de mobilisation dans lesquelles prennent pied le 15-M, Occupy Wall Street, le mouvement de la place Tarhir, etc. ont en commun un éloignement de la base militante avec les organisations syndicales, se posant en « outsiders » de l'action syndicale (Sommier 2003). Cela transforme le rôle dans les mobilisations de ces outils traditionnels, sans pour autant les rendre complètement caduques. S'ancrant dans une démarche historique, Une étude précise de la place des syndicats dans les mobilisations contre les expulsions rendra compte de cette évolution lente du mouvement ouvrier et syndical espagnol au XXI^e siècle, et viendrait préciser la manière dont ces mouvements sociaux entrent en relation, voire en concurrence sur le terrain de la lutte sociale et politique, avec les

organisations qui les précèdent, tant dans le contenu qu'ils leur oppose (exigences démocratiques, logement, ...) que leur forme (occupation de places ou de lieux, assemblées non professionnelles ou de chômeurs).

Dans les différents contextes nationaux, les mouvements d'occupation des places ont entretenu une relation sensiblement différente aux modes de lutte et mobilisations syndicales : certains s'inscrivant dans le cadre de grèves générales, et appelant ou non les organisations ouvrières à rejoindre la mobilisation, d'autres se substituant justement à l'absence ou l'inaction des syndicats. Les revendications dépassaient généralement un secteur précis (Bourne et Chatzopoulou 2015), mais le chômage, le logement et les coupures budgétaires semblent néanmoins concentrer les préoccupations de plusieurs, sinon tous ces mouvements. L'attitude conflictuelle entre les Indigné.es, les assemblées de logement, les CSO d'une part et les organisations politiques et syndicales d'autre part est-elle alors partagée dans d'autres contextes nationaux ? Une compréhension plus précise de ces relations en ce qui concerne l'Espagne (et en premier lieu le contexte madrilène) rendrait possible un pont avec les études sur la construction politique de ces mouvements voisins. Indépendamment des mouvements post-crise financière, la comparaison internationale sera certainement féconde avec des contextes où la lutte pour le logement s'est construite de façon similaire, loin des cadres syndicaux traditionnels, comme dans la construction du mouvement DAL en France (Péchu 2001, 2004; Péchu et Favre. Préf 2006).

Bibliographie

- Agrikoliansky, Éric, Isabelle Sommier, et Olivier Fillieule. 2010. « Introduction ». P. 7-18 in *Penser les mouvements sociaux, Recherches*. Paris: La Découverte.
- Álvarez Dorronsoro, Javier, Antonio Antón Morón, et Gabriel Flores Sánchez. 2010. « Una huelga general legítima y necesaria ». *Página abierta* (210 (Sept.-Oct.)):26-43.
- Ancelovici, Marcos, et Montserrat Emperador Badimon. 2019. « Résister à la crise sur le pas de la porte : la lutte contre la dette et pour le droit au logement en Espagne ». *Mouvements* 97(1):94-103. doi:10.3917/mouv.097.0094.
- Antón Morón, Antonio. 2010. « Perspectivas tras la huelga general del 29-S ». *Página abierta* (211):37.
- Antón Morón, Antonio. 2011. *Resistencias frente a la crisis: de la huelga general del 29-S al movimiento 15-M*. Colección Ciencias del trabajo. Alzira, Valencia: Germania.
- Berumen Arellano, Sergio A., et Regina Berumen. 2024. « Movimientos sociales en Madrid: ¿hay base crítica entre los universitarios para otro 15M? » *Estudios sociológicos* (42):1-24.
- Bourne, Angela, et Sevasti Chatzopoulou. 2015. « Europeanization and social movement mobilization during the European sovereign debt crisis: The cases of Spain and Greece ». *RECERCA. Revista de Pensament i Anàlisi* (17):33-60. doi:10.6035/Recerca.2015.17.3.
- Busquet, Grégory. 2013. « Question urbaine et droit à la ville ». *Mouvements* 74(2):113. doi:10.3917/mouv.074.0113.
- Cervera-Marzal, Manuel, Bruno Frère, et Daniel Mouchard. 2025. « Théorie politique et sociologie des mouvements sociaux ». *Raisons politiques* 97(1):5-14. doi:10.3917/rai.097.0005.
- Colau, Ada, et Adrià Alemany. 2012. *Vidas hipotecadas: de la burbuja inmobiliaria al derecho a la vivienda*. 1. ed. Barcelona: Cuadrilátero de Libros.
- Das, Raju. 2017. « David Harvey's Theory of Accumulation by Dispossession: A Marxist Critique ». *World Review of Political Economy* 8(4):590-616. doi:10.13169/worlrevipoliecon.8.4.0590.
- David-Savary, Kim. 2025. « La spatialité en philosophie politique : étude d'un centre social squatté à Carabanchel (Madrid) ». Mémoire de master, Université Toulouse Jean Jaurès, Toulouse.
- Devilliers, Wendy. 2022. « Que reste-t-il du 15-M ?: L'engagement politique et citoyen des jeunes dans les universités publiques madrilènes ».
- Dufour, Pascale, et Marion Leboucher. 2025. *Les fondements institutionnels de la contestation: une double comparaison*. Action politique. Montréal, Québec: Les Presses de l'Université de Montréal.
- EAPN-Es, Comisiones Obreras, Asociación de Usuarios de Bancos, Cajas y Seguros de España, UGT, Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH), et Unión de consumidores de España. 2011. « Dossier de prensa ¡Que no te hipotequen la vida! »
- Engels, Friedrich. 1969. *La question du logement*. Classiques du marxisme. Paris: Éditions Sociales.

- Fernández García, Alicia. 2022. « Une génération entre deux crises : jeunes précaires et indignés dans l'Espagne actuelle ». *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* (28). doi:10.4000/ccec.12912.
- Filhol, Romain. 2023. « Occupier et mettre en commun pour conquérir le droit à la ville ». *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* (135-2):349-64. doi:10.4000/11r7z.
- Garnier, Jean-Pierre. 2014. « Le droit à la ville de Henri Lefebvre à David Harvey. Entre théorisations et réalisation ». *L'Homme & la Société* 191(1):59-70. doi:10.3917/lhs.191.0059.
- Gill, Louis. 1996. *Fondements et limites du Capitalisme*. Montreal: Boréal.
- Gill, Louis. 2009. *À l'origine des crises: surproduction ou sous-consommation?* Chicoutimi: J.-M. Tremblay.
- Hamou, David. 2023. « « Un pied dans l'institution, mille pieds dans la rue » : commun, municipalisme et mouvements sociaux pour le droit au logement à Barcelone (2015-2019) ». These de doctorat, Paris 10.
- Harvey, David. 2004. « Le “Nouvel Impérialisme” : accumulation par expropriation ». *Actuel Marx* 35(1):71-90. doi:10.3917/amx.035.0071.
- Harvey, David. 2011. *Le capitalisme contre le droit à la ville: néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Paris: Ed. Amsterdam.
- Lefebvre, Henri. 2009. *Le droit à la ville*. 3e édition. Anthropologie. Paris: Economica.
- Lefebvre, Henri. 2018. *La proclamation de la Commune: 26 mars 1871*. Paris: La Fabrique éditions.
- Mathieu, Lilian. 2010. « 2. Contexte politique et opportunités ». P. 39-54 in *Penser les mouvements sociaux*. La Découverte.
- Mathieu, Lilian. 2024. « Whose side are you on? » in *Researching social movements: Methodological, ethical, and political challenges*. Lyon, France: CES Social Movements Research Network.
- Mediapart. 2010. « En Espagne, Zapatero confronté à sa première grève générale ». *Mediapart*, septembre 29.
- Ministerio de Industria y Turismo. 2025. « Estadística del Cemento ». <https://industria.gob.es/es-es/estadisticas/paginas/estadistica-cemento.aspx>.
- Neveu, Érik. 2019. *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte.
- Nez, Héloïse. 2012. « Délibérer au sein d'un mouvement social:Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid ». *Participations* 4(3):79-102. doi:10.3917/parti.004.0079.
- Nez, Héloïse. 2017. « La politisation par l'occupation. Pratiques quotidiennes et trajectoires d'empowerment dans un squat madrilène ». *Politix* 117(1):63-89. doi:10.3917/pox.117.0063.

- Nez, Héloïse. 2019. « La démocratie participative à Madrid (2015-2019). Entre héritages des mouvements sociaux et influences internationales ». *Pôle Sud* 51(2):23-41. doi:10.3917/psud.051.0023.
- Nez, Héloïse. 2021. « Madrid, démocratie hybride ». *Revue Projet* 384(5):32-36. doi:10.3917/pro.384.0032.
- Nez, Héloïse. 2022. *Démocratie réelle: l'héritage des Indignés espagnols*. Vulaines-sur-Seine (Seine-et-Marne), France: Éditions du Croquant.
- Nez, Héloïse. 2024. « La «culture de l'assemblée» dans le 15M: Un lent apprentissage entre partage de normes et ouverture aux autres ». *Swiss Journal of Sociocultural Anthropology* 30(1):22-41. doi:10.36950/sjsca.2024.30.9629.
- Péchu, Cécile. 2001. « Les générations militantes à droit au logement ». *Revue française de science politique* 51(1):73-103. doi:10.3917/rfsp.511.0073.
- Péchu, Cécile. 2004. « Du Comité des Mal logés à Droit au logement, sociologie d'une mobilisation : les transformations contemporaines de l'action collective ». Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques.
- Péchu, Cécile, et Paul Favre. Préf. 2006. *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*. Nouvelle bibliothèque de thèses. Paris: Dalloz.
- Pereira-Zazo, Óscar, et Steven L. Torres. 2020. *Spain After the Indignados/15M Movement: The 99% Speaks Out*. CHAM: Palgrave Macmillan.
- Sabaté Muriel, Irene. 2023. « State Action and the Expansion of Finance during the Spanish Housing Crisis ». *Anuac. Rivista Della Società Italiana Di Antropologia Culturale* (12 (2)):51-72. doi:10.7340/anuac2239-625X-5122.
- Siméant-Germanos, Johanna. 2010. « 6. La transnationalisation de l'action collective ». P. 121-44 in *Penser les mouvements sociaux*. La Découverte.
- Sommier, Isabelle. 2003. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Champs, 2003, 342 p.
- Tazir, Leïla. 2022. « De quelles indignations parle-t-on ? » *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine. De 1808 au temps présent* (28). doi:10.4000/ccec.12854.